



*Décision du Conseil d'Etat. Séance du 10/3/81*

Considérant, d'une part, que les requérants soutiennent que le décret du 3 juillet 1979 pris pour l'application de la loi du 2 janvier 1978 serait entaché d'illégalité en ce que, contrairement aux dispositions de l'article 3 de cette loi, il écarterait du bénéfice du régime obligatoire d'assurance vieillesse, qu'elle a institué, les anciens ministres des cultes et membres des congrégations religieuses qui ont exercé les activités mentionnées à l'article 1er de la loi, mais qui les ont interrompues avant d'avoir atteint l'âge de la retraite ; qu'il ressort des termes mêmes de l'article 42 du décret attaqué que lesdites périodes d'activité accomplies antérieurement au 1er janvier 1979 sont prises en compte pour l'ouverture du droit et le calcul de la pension ; que, de même, les périodes d'activité accomplies postérieurement à cette date sont prises en compte dans les conditions définies aux articles 38 et 57 du décret attaqué ; qu'ainsi le premier moyen de la requête n'est pas fondé ;

Considérant, d'autre part, qu'il résulte des termes de la loi, corroborés par les travaux préparatoires, qu'en confiant à un décret en Conseil d'Etat la détermination de la composition ainsi que le mode de désignation des membres du Conseil d'Administration de la Caisse Mutuelle d'Assurance Vieillesse des Cultes, le législateur a entendu que ces membres seraient désignés non selon les règles posées à l'article 5 du code de la Mutualité, mais selon toutes modalités appropriées aux structures ecclésiastiques de chacun des cultes concernés et qu'ils ne seraient ni nécessairement, ni uniformément élus par les affiliés de la Caisse ; qu'ainsi, les dispositions du décret attaqué qui prévoient que les membres du Conseil d'Administration représentant les divers cultes seront désignés selon des modalités différentes et que, notamment, les membres représentant l'Eglise catholique seront désignés par ses associations diocésaines ou leur union et ses congrégations en France ou leurs deux unions de supérieurs majeurs ne sont pas contraires à celles de la loi du 2 janvier 1978 ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que l'Association requérante n'est pas fondée à demander l'annulation du décret attaqué ;

D E C I D E :

Art. 1er - La requête de l'"Association pour une retraite convenable" est rejetée.

Art. 2 - La présente décision sera notifiée à l'"Association pour une retraite convenable", au ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale, au Premier ministre, au ministre du Budget et au ministre de l'Intérieur.